

REPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Allocution de Son Excellence Monsieur le Président de la République à l'occasion du Sommet de l'Union Africaine sur l'autonomisation des femmes

Nouakchott 30 juin 2018

Mesdames, Messieurs ;

Avec un indice d'inégalité du genre parmi les plus élevés du monde le Niger est un pays où les défis de l'égalité de genre, de l'autonomisation et de l'implication des femmes processus du développement se posent avec beaucoup d'acuité.

Les études menées et les observations conduites sur le terrain ont révélé des situations inacceptables de violences basées sur le genre et d'absence d'implication des femmes dans l'économie, la politique et la prise de décision de manière générale.

Le type de violence le plus courant et qui a des conséquences dramatiques pour les femmes et pour la société est le mariage précoce des jeunes filles mineures. Le mariage précoce engendre des grossesses précoces, l'abandon de l'école et de la perte de perspective d'emploi durable, les problèmes graves de santé de la reproduction dont la fistule obstétricale handicapant la femme à vie, les décès en couche élevés, la mortalité infantile élevée, la malnutrition grave ou sévère ainsi que le retard de croissance des enfants, un indice synthétique de fertilité élevé des femmes et une croissance exponentielle de la population. Le mariage précoce est la source de la perpétration de la pauvreté extrême et de l'inégalité. Ce n'est pas étonnant qu'au Niger la pauvreté ait un visage rural et

féminin. En effet 3 pauvres sur quatre vivent en milieu rurale et 3 pauvres sur quatre sont des femmes.

Le témoignage de cette fille mariée contre son gré à 13 ans et contraint de quitter l'école à l'instar des autres filles, résume toute la situation : « Mes amis et moi avons eu tous eu le même rêve (terminer l'école). Les garçons qui eux n'ont pas abandonnés l'école, sont devenus des enseignants, des policiers, des soldats...Mais nous les filles aucune n'a réussi, nous sommes toutes à la maison. ».

Pour faire face à cette situation le Niger aborde la question de violence basée sur le genre et d'autonomisation des femmes sous trois angles : l'angle institutionnel, l'angle législatif et réglementaire et l'angle des programmes de développement et d'accompagnement.

Sur le plan institutionnel le Niger a créé un Ministère spécifiquement chargé de la promotion des femmes et de la protection des enfants.

Sur le plan législatif et réglementaire plusieurs lois et décrets ont été pris dans le cadre de la lutte contre les violences basées sur le genre, la protection de la jeune fille et la promotion et l'autonomisation des femmes on peut citer:

- L'adhésion du Niger aux conventions Africaines et internationales de protection de la femme et de l'enfant et garantissant leur droit ;
- L'adoption de la loi 2003-25 du 13 mai 2003 réprimant les auteurs et les complices de la pratique des Mutilations Génitales Féminines (MGF) ;
- L'adoption de la loi instituant un quota minimum dans le nomination et les représentations parlementaires, régionales et municipales ;
- L'adoption de la loi d'orientation du système éducatif National(LOSEN) ;
- L'adoption du décret de protection de la jeune fille en cours de scolarité jusqu'à l'âge de 16 ans.

Sur le plan programmes de développement et d'accompagnement l'autonomisation des femmes est prise en compte dans la stratégie à intitulé la Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive SDDCI fixant les orientations à long terme de développement du pays ainsi dans le programme de renaissance du Niger 2016-2021 et le Programme de développement économique et Social PDES 2017-2021. Il en est de même pour le documents de politiques tels que la Politique Nationale de Genre (PNG) adoptée depuis 2008 et révisée en Août 2017, La Stratégie Nationale de

Prévention et de Réponse aux Violences Basées sur le Genre au Niger adoptée en 2017, La Stratégie Nationale d'Autonomisation Economique de la Femme (SNAEF) validée en 2017, la Stratégie Nationale d'éradication de la fistule génitale féminine.

De plus plusieurs programmes et projets contribue à l'atteinte des objectifs fixés en matière de lutte contre les violences basées sur le genre et la promotion et l'autonomisation des femmes.

Ces programmes visent à faire du Niger: « un pays exempt de VBG où les hommes et les femmes, les filles et les garçons vivent dans la paix, l'harmonie et sans discrimination. »

On peut citer :

Le programme de prise en charge holistique des Violences Basées sur le Genre (VBG):

Cette prise en charge comprend tous les services dont la survivante a besoin à travers les aspects psychosocial, médical, juridique et judiciaire, socioéconomique dans le sens d'une autonomisation qui réduit la vulnérabilité de manière durable.

Initiative pour les Adolescentes du Niger « ILLIMIN » qui a pour objectif de réduire le mariage des adolescentes et retarder les grossesses précoces. Cette initiative cible les adolescentes âgées de

10 à 19 ans mariées ou non mariées, déscolarisées et non scolarisées.

Initiative Ecole des Maris qui vise l'implication des hommes et des garçons dans la Santé de la Reproduction (SR).

A travers cette initiative, les maris instaurent le dialogue au sein du couple, assurent une meilleure compréhension de l'importance de la santé des femmes et des enfants et accompagnent leurs épouses aux centres de santé.

Programme d'Autonomisation de la Femme et Développement Local (AFDEL), vise le renforcement des capacités des femmes à travers la formation, la dotation en équipement d'allègement des tâches, la réalisation d'Activités Génératrices de Revenus et l'intégration du genre dans la planification locale.

Programme Conjoint pour accélérer l'Autonomisation Economique des Femmes et des Filles en Milieu Rural.

Programme Mata Masu Dubara(MMD), il vise la satisfaction des besoins pratiques et stratégiques des femmes (Participation politique, accès sécurisé à la terre, VBG, scolarisation de la jeune fille, Santé sexuelle et reproductive, Nutrition, sécurité alimentaire, résilience).

Programme de Protection de l'Enfant à Base Communautaire

Rencontres au sein des villages et inter-villages organisées qui offrent l'opportunité aux femmes et filles de:

s'exprimer en public;

partager les connaissances acquises;

s'engager à travers des déclarations publiques sur l'abandon des Pratiques Traditionnelles Néfastes et pour la scolarisation de la jeune fille.

Programme d'intégration du genre dans les actions humanitaires qui vise la prise en charge holistique des femmes survivantes des attaques terroristes de " Boko Haram " à Diffa.

En plus de ces programmes le Gouvernement a pris des dispositions pour rendre l'école obligatoire jusqu'à l'âge de 16 ans en particulier pour les jeunes filles.

L'objectif de l'école gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans répond également à un impératif social : l'école doit être un ascenseur social pour tous les enfants. Elle doit favoriser l'égalité, notamment celle du genre. Celle-ci constitue une de nos préoccupations majeures, car maintenir la jeune fille à l'école, au moins jusqu'à l'âge de seize (16) ans, c'est contribuer à la création des conditions de la transition démographique dont le Niger a tant besoin. Par ce biais, en effet, on met fin aux mariages précoces et

donc aux naissances précoces. Les actions que nous avons engagées au Niger consistent à changer la situation socioéconomique des filles et des femmes relativement à l'éducation, à la santé, à leur rôle dans l'économie et à la prise de décisions. Ces trois secteurs sont en effet ceux dans lesquels existent les défis les plus persistants pour réaliser l'objectif d'une participation adéquate des femmes au développement dans notre pays.